

Fiche n°6 : Nouveau statut du travail salarié. Droits individuels et collectifs et transférabilité

La CGT propose...

Un nouveau statut du travail salarié garantissant à chacune et à chacun des droits individuels et leur transférabilité.

Le nouveau statut du travail salarié concerne l'ensemble du salariat, du privé comme du public, quels que soient la taille de l'entreprise ou le service pour celles et ceux qui sont en emploi.

Le nouveau statut du travail salarié doit permettre à chaque salarié, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre, opposables à tout employeur.

Il s'agit de droits individuels attachés à la personne de la, du salarié-e qui ont besoin, pour être opérationnels, de s'appuyer sur un corps de garanties interprofessionnelles élevé. Ils constituent un socle commun de droits interprofessionnels, base de la construction de tout statut et convention collective, dans le respect de la hiérarchie des normes et du principe de faveur.

Ces droits sont :

- droit à un contrat à durée indéterminée ou à un emploi statutaire à temps complet ;
- droit à un salaire, au déroulement de carrière, à la formation continue :
 - droit à une progressivité de carrière qui lie qualification initiale, ancienneté, acquisition de nouvelles qualifications et évolution de salaire tout au long de sa vie professionnelle (1),
 - droit à un salaire (2). Tout salarié devrait avoir au moins doublé, à l'âge de la retraite, son salaire d'entrée dans la vie professionnelle (à valeur constante),
 - droit à la formation continue qualifiante : au moins 10 % du temps de travail pour une formation au choix du salarié rémunérée et considérée comme du temps de travail, mise en œuvre tout au long de la vie professionnelle ;

(1) Voir repères revendicatifs, fiche 14.

(2) Voir repères revendicatifs, fiche 12.

- droit à une organisation du temps de travail qui respecte la vie privée et la vie professionnelle ;
- droit à la Sécurité sociale professionnelle (3) ;
- droit à la protection sociale (4) :
 - droit à la santé, à la santé au travail (5),
 - droit à la médecine du travail,
 - droit à la sécurité sociale,
 - droit à la retraite (6),
 - droit à la complémentaire santé et prévoyance,
 - droit aux prestations familiales (7) ;
- droit à la démocratie sociale
 - droit à la négociation (8),
 - droit d'information et d'expression (9),
 - droits nouveaux d'intervention pour les salariés dans les choix stratégiques de gestion des entreprises,
 - droit des salariés à la représentation collective (10),
 - droit à la justice gratuite (11) ;

Ces droits doivent faire l'objet d'un socle commun de garanties interprofessionnelles permettant à chaque salarié de les mettre en œuvre tout au long de la vie professionnelle.

Leur transférabilité au fur et à mesure des mobilités est la condition pour que celles-ci ne soient pas contradictoires voire même contribuent à des progressions de salaires, à des évolutions des formations et qualifications à l'avantage des salariés.

Les salariés doivent disposer de droits pour que les mobilités, à leur initiative, leur ouvrent de véritables libertés d'action et que soient fortement encadrées les mobilités à l'initiative des employeurs.

Socle commun de droits garantis interprofessionnellement à chaque salarié, transférabilité de ceux-ci et sécurité sociale professionnelle participent ainsi à dépasser le lien de subordination entre le salarié et son employeur, qui résulte du contrat de travail et attache la situation du salarié à celui-ci.

(3) Voir repères revendicatifs, fiche 7.

(4) Voir repères revendicatifs, fiche 21.

(5) Voir repères revendicatifs, fiche 22.

(6) Voir repères revendicatifs, fiche 23.

(7) Voir repères revendicatifs, fiche 24.

(8) Voir repères revendicatifs, fiche 17.

(9) Voir repères revendicatifs, fiches 18 et 19.

(10) Voir repères revendicatifs, fiche 20.

(11) Voir repères revendicatifs, fiche 18.

Ce qui existe aujourd'hui

Les droits et garanties des salariés dépendent de leur contrat de travail, de la taille de leur entreprise, de leur branche d'activité, des accords d'entreprise...

Si la quasi-totalité des salariés sont couverts par des conventions collectives, l'éclatement de celles-ci, la faiblesse de leur contenu quelque fois même dérogoire au Code du travail, privent de nombreux salariés de véritables droits.

Dans la fonction publique, même s'il subit des attaques sans précédent, le statut général des fonctionnaires demeure un socle progressiste pour des millions d'agents et autant de garanties pour les citoyens. Le caractère unifié doit en être renforcé.

L'externalisation, le recours à la sous-traitance, l'abus de l'intérim, des CDD, des contrats aidés, le recours à de nouvelles formes de travail atypiques (auto-entrepreneur par exemple)

ont exclu de l'accès à de nombreux droits toute une catégorie du salariat.

Chaque rupture de contrat implique pour les salariés une perte de revenus importante et tous les droits annexes (complémentaire santé, droit à un congé formation...).

Les mobilités sont le plus souvent imposées, les salariés ne disposent pas de droits véritables pour les encadrer et développer les mobilités à leur initiative.

Le développement de ces inégalités conduit à la mise en concurrence des salariés et détruit les solidarités.

La volonté affichée dans le « Livre vert » européen sur la « modernisation du droit du travail » (flexisécurité) a été, dans de nombreux pays, un appui pour la généralisation de la flexibilité et de l'allègement du droit du travail.

Les moyens pour y parvenir

Obtenir de nouvelles garanties collectives

Les trois sources principales de normes sociales doivent être développées de façon complémentaire :

- l'État qui doit demeurer garant de l'intérêt général, soucieux de la protection des plus faibles et des inégalités de moyens et de situations existantes entre les différents secteurs ;

Cela suppose une consultation effective et loyale des partenaires sociaux tout au long du processus législatif ;

- la négociation, pourvu qu'elle ait lieu dans des conditions effectives de loyauté, d'égalité entre les négociateurs et de démocratie ;

- le juge qui doit offrir en toutes circonstances un recours effectif au salarié, dans le domaine du contrat individuel, et aux partenaires sociaux dans celui de la légalité et de l'application des accords collectifs.

Le principe de la hiérarchie des normes doit être réaffirmé et ne souffrir d'aucune entorse, faisant de la loi le socle minimum qui ne peut être qu'amélioré et selon un ordre d'amélioration croissant, par les accords nationaux interprofessionnels, les conventions collectives nationales, les accords de branche, les accords d'entreprise (12).

Les dispositions des conventions collectives sans rapport direct avec les spécificités d'un secteur d'activité devraient être du ressort de la loi, du règlement ou d'un accord national interprofessionnel « alignant par le haut » des

(12) Voir repères revendicatifs, fiche 17 .

dispositions aujourd'hui inégales selon les conventions.

Protection sociale

Généralisation des contrats de prévoyance, de complémentarité santé à tous les salariés du public comme du privé.

Qualification

La qualification acquise (intégrant diplômes, validation des formations suivies, ancienneté dans le secteur et pas seulement dans l'entreprise, expérience acquise dans toutes les fonctions occupées) doit être reconnue et transférable.

Cette qualification doit être la base d'une refonte des grilles de classification.

A chaque grand niveau de qualification doit correspondre un niveau de salaire de base minimum de première embauche.

Travail à temps partiel (13)

Le travail à temps partiel doit être un droit reconnu à la, au salarié-e qui, pour des raisons personnelles, le souhaite :

- le retour au travail à temps complet doit être garanti ;
- toute autre forme de travail à temps partiel doit être considérée comme une réduction du temps de travail imposée et donner lieu à l'indemnisation par l'entreprise du temps non travaillé ;

Fondements économiques

L'indispensable soutien à la croissance et à l'emploi suppose de s'attaquer à la croissance financière et de créer les conditions d'un nouveau type de productivité.

Pour cela six objectifs déterminants :

- disposer de services publics performants (14) ;
- une politique industrielle et des investissements massifs, publics comme privés pour développer les capacités productives : recherche – développement, qualification et formation des salariés, infrastructures... ;
- un système fiscal qui réduise les inégalités, qui pénalise la financiarisation et qui incite les entreprises à accroître leurs investissements productifs (15) ;
- un système financier pleinement au service de l'emploi et de la croissance (16) ;
- une réforme de fond du mode de contribution sociale des entreprises (17) ;
- la mise en place d'un fonds mutualisé, abondé par un redéploiement d'une partie des aides aux entreprises, mettant aussi à contribution les entreprises de la branche et du bassin d'emploi, organisant la solidarité dans et entre ces bassins. Ce fonds doit être géré démocratiquement pour assurer sur tout le territoire national l'égalité et l'équité de traitement (18).

(13) Voir repères revendicatifs, fiche 16.

(14) Voir repères revendicatifs, fiche 30.

(15) Voir repères revendicatifs, fiche 34.

(16) Voir repères revendicatifs, fiche 35.

(17) Voir repères revendicatifs, fiche 21.

(18) Voir repères revendicatifs, fiche 5.